



RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

Ouham-Pendé (Paoua, Bocaranga) | Novembre 2019

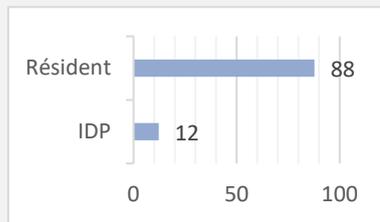
Chiffres clés

49 incidents documentés
49 victimes

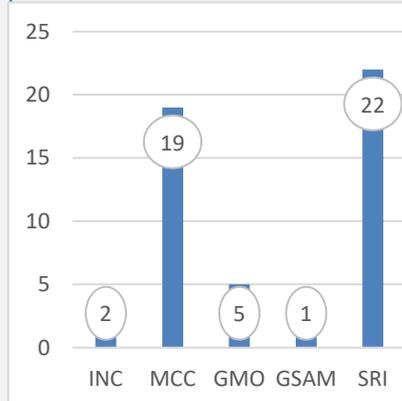
Désagrégation des victimes

Genre	Total	%
Hommes	14	29
Femmes	28	57
Garçons	0	00
Filles	7	14
Total	49	100

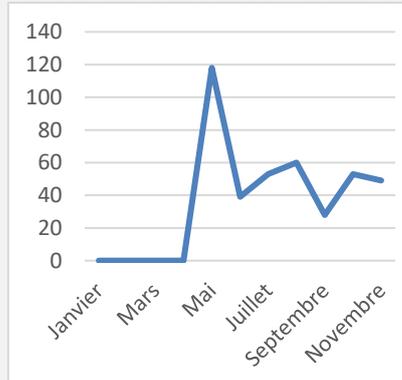
Statut des victimes



Cas de violations par auteurs présumés



Tendances des cas de violations



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Incidents de protection

En novembre 2019, 49 incidents de protection ont été collectés et documentés pour la Ouham-Pendé, dont 31 à Bocaranga et 18 à Paoua. Sur les 49 cas, il y a 32 cas de VBG. On constate une forte hausse de cas de viols au centre d'écoute de Paoua. 07 des survivantes reçues à Paoua sont des mineures. 57% des violations de droits humains ont touché des femmes, 14% ont touché des filles et 29% ont touché des hommes. Une large majorité de ces exactions ont été commises à l'encontre de personnes résidentes (88%).

Les SRI (22 cas) et les MCC (19) sont les auteurs présumés de 83% des incidents documentés.

Missions de monitoring

- Du 1^{er} au 15 novembre 2019, 06 missions terrain ont eu lieu dans les sous-préfectures de Paoua et de Mia Pende et 01 mission a eu lieu dans la sous-préfecture de Bocaranga ;
- Du 16 au 30 Novembre 2019, 08 missions terrain ont eu lieu dans les sous-préfectures de Paoua et de Markounda et 02 missions ont eu lieu dans la sous-préfecture de Bocaranga.

Les zones à monitorer et les populations y vivant restent difficiles d'accès du fait de l'impraticabilité de la plupart des axes et localités de la préfecture, ainsi que de la présence et du déplacement des groupes armés.

Mouvements de retour des rapatriés spontanés :

- Populations totales : 465 ménages de 2099 personnes (*les données désagrégées ne sont pas encore disponibles*) ;
- Rapatriements : 351 ménages de 1317 personnes ;
- PDI : 114 ménages de 782 personnes.

Protection de l'enfance

En novembre, 07 violations de droits humains impactant les enfants ont été enregistrés. Il s'agit de 07 cas de viols commis sur des filles.

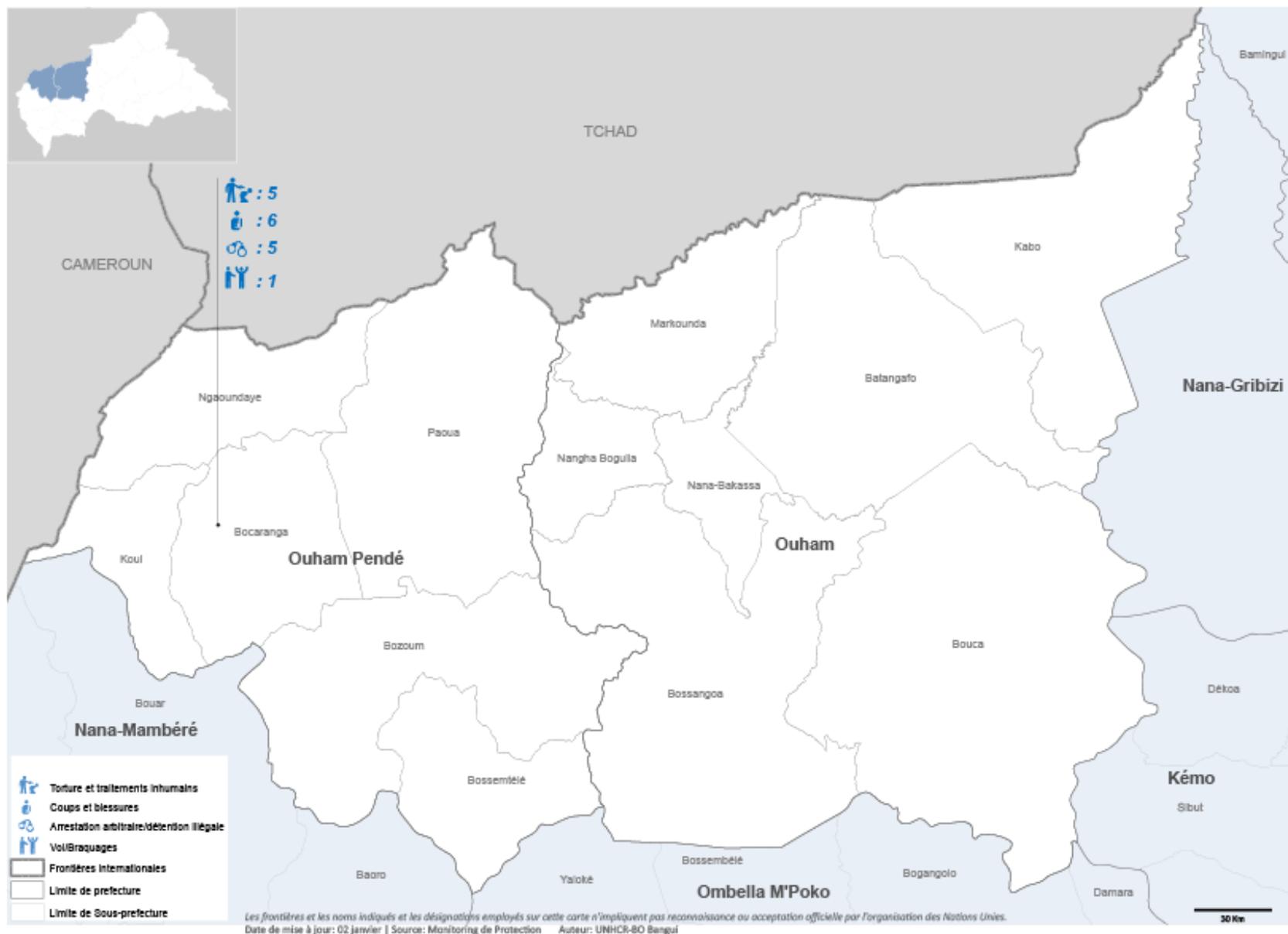
Violences sexuelles et basées sur le genre

La tendance des cas de VBG est stable par rapports aux mois précédents : 32 cas de VBG ont été documentés ; 14 cas à Bocaranga et 18 cas à Paoua. Il s'agit de viols (22), d'agressions physiques (07), d'agressions sexuelles (02) et d'01 cas de déni de ressources et d'opportunités.

Prévention et réponses de protection

- **Assistance en kits de dignité** : 06 kits : 03 à Paoua et 03 à Bocaranga.
- **Formation** : 06 formations : 04 à Paoua et 02 à Bocaranga
- **Nombre de participants aux sensibilisations** : 349 à Paoua et 1927 dans la zone de Bocaranga.
- **Séances de 'focus group'** : 18 séances au total : 09 séances ayant réuni 114 personnes dans la zone de Bocaranga et 09 ayant réuni 101 personnes dans la zone de Paoua.
- **Nombre d'écoutes réalisées** : 49 séances pour les nouveaux cas.

Carte des incidents par préfecture (types, nombres et tendances)



ANALYSE SÉCURITAIRE

Préfecture	Situation sécuritaire
Bocaranga	<p>En novembre, les sous-préfectures de Bocaranga, Kouï, Bozoum et Bossempaté semblent être relativement calmes. Cette accalmie est dû au lancement du processus de DDRR et de la formation et la constitution des Unité de Sécurité Mixte le 05 novembre à Degaulle, fief des éléments SRI. Trois ministres (sécurité publique, désarmement et élevage) étaient présents pour l'occasion.</p> <p>La présence, l'activisme et le renforcement de la position des SRI dans la sous-préfecture de Ngaoundaye (Mann, Kollo, Mboum – Mbindoye, Nzakoundou) restent préoccupants. De plus, il semblerait qu'une coalition entre le MPC, le FPRC et le SRI ait vu le jour. Cette présence des groupes armés inquiète considérablement la population civile. De multiples violations de droits humains ont été enregistrées dans la sous-préfecture.¹</p> <p>Il faut signaler par ailleurs le départ le 13 novembre 2019 des unités Egyptiennes remplacés par les unités Gabonaises sur la base opérationnelle temporaire (TOB) installée au croisement Yade-Kella/Mawele lors de la deuxième opération enclume aux alentours de Degaulle.</p>
Paoua	<p>A l'instar de la sous-préfecture de Bocaranga, celle de Paoua et ses environs et celle de Markounda sont relativement calmes. Néanmoins, le déploiement des éléments 3R à Kowone aurait occasionné quelques cas de viol. La plupart des survivantes ont dû fuir la localité pour se mettre à l'abri à Paoua. Il y a de plus en plus de cas de viol commis par des MCC dans la ville de Paoua ce qui n'était pas le cas il y a quelques semaines.</p>

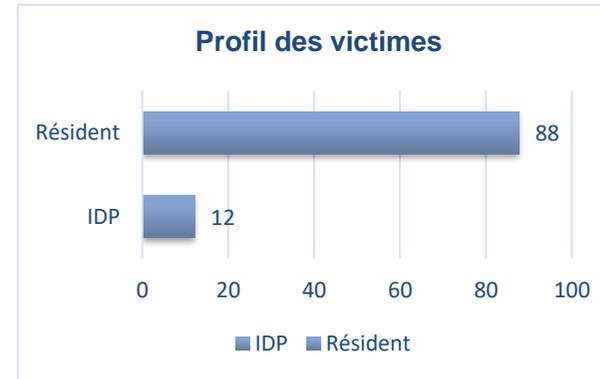
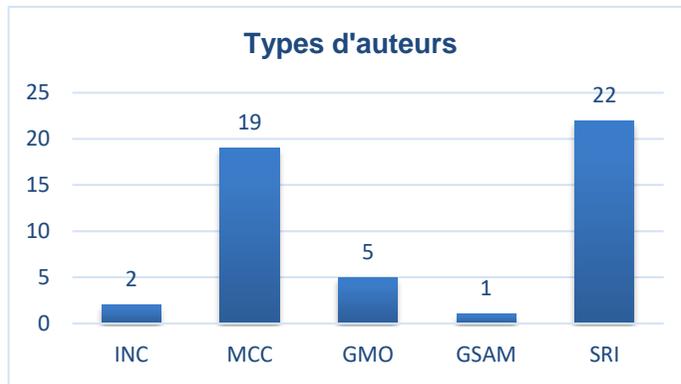
¹ Le 02 novembre 2019, un cas de vol/braquage a été constaté près de Kelle-claire village (18km de la ville de Bocaranga sur l'axe Mann). De plus, des cas d'arrestation arbitraire à Docko, des cas d'agression physique et de torture et traitement inhumain ont été enregistrés à Ngbama.

Incidents de protection enregistrés au cours du mois

Novembre 2019													
Incidents de protection	Préfecture de l'Ouham-Péndé						Prefecture de l'Ouham				Total du mois	Cumul sur l'année	
	Bocaranga	Bozoum	Bossemptélé	Koui	Ngaoundaye	Paoua	Markounda	Nanga-Boguila	Nana-Bakassa				
Violations du droit à la vie/intégrité physique													
Homicide	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18
Torture et traitements inhumains	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	23
Mutilations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Coups et blessures	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	48
Accidents explosifs/armes à feu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Découverte d'un engin explosif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Violations du droit à la liberté													
Enlèvement/tentative d'enlèvement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Retour forcé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recrutement forcé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Arrestation arbitraire/détention illégale	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	23
Travaux forcés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Limitations/restrictions de mouvements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacement forcé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Violations du droit à la propriété													
Déguerpissement forcé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Destruction de propriété	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Occupation illégale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pillage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion des biens	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
Taxe illégale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vol/Braquage	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	40
Incendie criminel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Violations 1612													
Recrutement et utilisation d'enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Attaques contre les écoles et les hôpitaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Meurtres/mutilations d'enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Enlèvements d'enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Violences sexuelles faites aux enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9

Violences sexuelles et basées sur le genre

Viols	9	0	0	0	0	12	0	1	0	0	22	56
Mariage forcé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Agression sexuelle	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	10
Denis de ressources d'opportunités	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	11
Agression physique (SGBV)	3	0	0	0	0	0	0	4	0	0	7	72
Violences psychologiques et émotionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18
Total	31	0	0	0	0	12	0	6	0	0	49	349



Plusieurs exactions ont été commises sur des résidents. Certaines victimes par ailleurs étaient des mineures (07 cas de viols). La plupart des présumés auteurs sont des SRI et des MCC. Ainsi, on constate que le déploiement des SRI vers le sud n'a pas beaucoup contribué à la sécurisation de la population civile. Ces personnes qui ont été victimisées ont dû en partie se déplacer pour rechercher la sécurité.

Actions de réponses mises en œuvre

Novembre 2019													
Réponses	Préfecture de l'Ouham-Péndé						Prefecture de l'Ouham					Total du mois	Cumul sur l'année
	Bocaranga	Bozoum	Bossemptélé	Koui	Ngaoundaye	Paoua	Bossangoa	Markounda	Nanga-Boguila	Nana-Bakassa			
Suivi psychosocial	31	0	0	0	0	18	0	0	0	0	0	49	231
Référencements médicaux	2	0	0	0	0	7	0	0	0	0	0	9	21
Référencements juridiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Référencements protection de l'enfance	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29
Restitution des biens	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Allocation de parcelles de terre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Documentation/preuve de la propriété	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres actions de réponses (sensi, Forma, focus...)	13	0	0	0	0	17	0	0	0	0	0	30	108
Assistance en Cash CBI-EVI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27
Assistance en cash CBI/AGR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9
Assistance CBI (voucher)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66
Total	46	0	0	0	0	42	0	0	0	0	0	88	491

Analyse de l'impact de la réponse

La plupart des appuis apportés aux victimes sont des appuis psychosociaux et médicaux via les acteurs de santé présent notamment à Paoua. Cela permet l'amélioration de l'état de santé des survivantes et de leur bien-être. Ces mesures restent néanmoins insuffisantes pour la résilience durable de certaines. A Bocaranga, les survivantes sont obligées de parcourir entre 22 et 30km pour recevoir l'assistance dont elles ont besoins du fait de l'absence de centre de santé approprié à Bocaranga centre. C'est pourquoi, la plupart du temps, les survivantes sont contraintes de se limiter aux appuis psychosociaux.

Par conséquent, le manque de kits PEP et le manque de postes de santé dans certains villages ne favorisent pas l'efficacité de la réponse et entraînent par moment la prise en charge des cas de viol au-delà du délai de 72 heures.

Sensibilisation

En plus des 33 séances de sensibilisation de proximité réalisées par les membres du comité de protection de Paoua, 9 autres séances de sensibilisations de masse ont été réalisées dans la zone de Paoua et de Bocaranga.

Plusieurs thèmes ont été abordés durant les 9 sensibilisations du mois en cours.

A Paoua - 4 sensibilisations :

- Pende : 118 personnes (37 hommes, 41 femmes, 17 garçons et 23 filles) sur le thème des VBG, leurs causes et conséquences ; le circuit de référencement et les services disponibles pour la prise en charge.
- Arabe 3 : 99 personnes (25 hommes, 38 femmes, 2 garçons et 34 femmes) sur l'importance des centres d'écoute.
- Haoussa : 60 personnes (11 hommes, 28 femmes, 6 garçons, 15 filles) sur l'importance des centres d'écoute.
- Lycée moderne de Paoua : 72 élèves (48 garçons, 24 filles) sur l'agression sexuelle en milieu scolaire :

A Bocaranga – 5 sensibilisations :

- Ngbama: 1200 personnes (150 hommes, 700 femmes, 150 garçons et 200 filles) ont participé aux activités organisées autour des 16 jours d'activisme.
- Bocaranga : 630 personnes (30 hommes, 502 femmes et 98 filles) ont participé aux activités organisées autour des 16 jours d'activisme.
- Loura : Sensibilisation sur les VBG et la loi Bangayassi pour les leaders communautaires (20 hommes et 1 femmes).
- Lycée Bocaranga : 67 élèves (8 garçons, 59 filles) sur la grossesse précoce et le harcèlement sexuel en milieu à l'endroit des élèves.
- Bocaranga : Sensibilisation sur la loi Bangayassi et le rôle des leaders communautaires (10 participants).

Focus groupes

18 focus groupes ont été mis en place (09 à Paoua et 09 à Bocaranga) et ont abordé les thématiques suivantes : (i) les VBG et ses conséquences ; (ii) le mariage précoce et ses conséquences ; (iii) la cartographie des services disponibles. Au total, 234 personnes (69 hommes, 78 femmes, 39 garçons, et 48 filles) ont participé à ces focus groupes qui ont été mis en place dans les localités suivantes : Bedogo 2, Pende, Bembo, Betokomia, Ngbama, le centre d'écoute de Bocaranga et Degaulle, Batayanga et Karré II.

Formations

Paoua :

- Formation pour les autorités locales : 55 personnes (31 hommes et 24 femmes) sur le thème des VBG et ses conséquences ;
- Formation pour les membres des comités de protections de Paoua centre : 6 personnes (4 hommes, 2 femmes) sur la typologie des incidents et les différentes violations ;
- Formation pour le comité protection de Betoko : 10 personnes (6 hommes et 4 femmes) sur les BG et les circuits de référencement dans le cadre de 16 jours d'activisme et VBG ;
- Formation du Groupement féminin de Bedaka : 30 femmes.

Bocaranga : Formation des comités de protection de Kouï et de Ngaoundaye : 20 personnes au total (13 hommes et 7 femmes).

Mouvements de population dans la zone de couverture Bocaranga-Paoua (Chiffres CMP Août 2019)

Type de population	Zones	Localités/Axes	Ménages	individus
PDIs	Paoua	Paoua centre	862	3,703
	Sud	Bozoum+	94	463
		Bossemptélé	20	103
	Ouest	Bocaranga,	778	3,925
		Ngaoundaye	596	3,055
		Koui	260	1,304
Est	Markounda	0	0	
Total PDIs			2,610	12,553
Retournés	Paoua			
		Axe Benamkor-Bebenguere	1431	7,795
		Total	1431	7,795
	Sud	Bozoum	979	4,794
		Bossemptélé	117	654
	Ouest	Ngaoundaye	1767	8,868
		Bocaranga	3792	19,125
		Koui de Gaulle	1679	8,464
	Est	Maitikoulou	106	530
		Markounda centre	75	386
Boguila		0	0	
Total Retournés			9,946	50,616
Rapatriés	Est	Markounda centre	173	922
		Axe Silambi	499	2,790
	Paoua	Axe Nord	4,351	23,394
		Ouest	Bocaranga	819
		Ngaoundaye	596	3,055
		Koui	260	1,304
	Sud	Bossemptélé	40	103
	Bozoum	94	463	
Total Rapatriés			5,442	29,039

Suivi des mouvements de population

Au moment de la rédaction de ce rapport, il n'y avait toujours pas eu de nouvelles données validées par la CMP au niveau des mouvements de populations pour la sous-préfecture.

Protection de l'enfant

Sous - Préfecture	Nombre d'enfants victimes des incidents de protection	Nombre d'enfants référés aux acteurs de protection de l'enfance	Total
Bocaranga	1	0	1
Paoua	6	1	6
Total	1	1	7

Analyse

Le mois de novembre 2019 a connu une recrudescence des cas de viols tant sur les femmes adultes que sur les mineures. Parmi ces cas, 2 cas sont des violations de la résolution 1612 perpétrés par des éléments GSAM et SRI. Ces exactions sont commises dans un climat d'impunité.

Recommandations

Accélérer le processus de DDR particulièrement dans les localités où se trouvent les éléments des 3R et mettre en place une cellule de protection pour les enfants victimisées.

Violences basées sur le Genre

Sous - Préfecture	Nombre d'incident	Cas pris en charge	Cas référés	Total
Bocaranga	14	14	0	14
Paoua	12	12	0	12
Markounda	6	6	0	6
Total	32	32	0	32

Analyse

Le centre d'écoute de Markounda est déjà fonctionnel et permet de collecter et de documenter différentes violations relatives aux droits humains. Le nombre de cas de VBG reçus dans les centres d'écoute ne cesse de grimper dans la sous-préfecture de Paoua et Markounda malgré les nombreuses sensibilisations organisées.

Assistance octroyée

Sous - Préfecture	Nombre Kits	CBI/AGR	Coupon valeur
Bocaranga	3	0	0
Paoua	3	0	0
Total	6	0	0

Logements, Terres et Biens /Cohésion sociale

Aucun changement n'a été constaté au sujet des LTB. On observe toujours des cas d'occupation de maisons appartenant à des PDIs en déplacement. Également, les rapatriés spontanés résidant en familles d'accueil ne disposent pas assez de moyens financiers pour réhabiliter leurs maisons qui sont en état de délabrement avancé. Souvent, ils ne parviennent pas non plus à inscrire leurs enfants à l'école.

Recommandations générales

- Plaider pour l'accélération du processus DDRR dans la zone de l'Ouham Pendé ;
- Plaider auprès de l'INS et des CAN pour faire des patrouilles dissuasives afin de garantir la protection de la population civile et la libre circulation des biens et des personnes ;
- Faire un plaidoyer auprès du CICR pour la formation des groupes armés sur le DIH ;
- Sensibiliser les hommes sur le droit de la femme ;
- Accentuer les séances de sensibilisation sur le respect de droits humains ;
- Sensibiliser la population sur le dialogue et la résolution pacifique des différends et le non recours à la justice populaire ;
- Renforcer la sensibilisation des parents sur l'utilité et l'importance de l'école, et sur la scolarisation des filles ;
- Renforcer les écoles en enseignants qualifiés, matériels pédagogiques et en équipements ;
- Rendre disponible les kits PEP au Poste de Santé de Ngbama et la prise en charge des survivants de VBG ;
- Sensibiliser sur la cohabitation pacifique entre les éleveurs et les cultivateurs et ;
- Sensibiliser les peulhs éleveurs pour le respect du couloir de transhumance.

Pour tout contact :

- Chef de Mission : Andrew NJOKE, rca@intersos.org, Tél 72301840
 - Coordonnateur du Projet HCR : Florence FASSASSI, protection.bangui.rca@intersos.org, 72301859
-